

AMIENS, LE MARDI FÉVRIER 2026

DUPLOMB À AMIENS : C'EST TOUJOURS NON !

Le Sénateur LR Laurent Duplomb est l'invité ce 10 février à Amiens de l'AG de la FDSEA de la Somme pour promouvoir la loi Duplomb 2. Malgré une pétition historique signée par plus deux millions de citoyen.nes réclamant le retrait du texte et une censure partielle par le Conseil Constitutionnel en août dernier, Laurent Duplomb revient à la charge pour ré-autoriser l'usage de l'acétamipride et le flupyradifurone, pesticides interdits en France.

Le 7 février, des rassemblements à l'initiative de plus de 80 organisations, dont la Confédération Paysanne, ont eu lieu dans pour dénoncer la réintroduction de ces poisons environnementaux. Les Écologistes ont soutenu et participé à ces manifestationset le 12 février, le groupe Écologiste et Social de l'Assemblée nationale défendra trois propositions de loi pour protéger la santé.

Dans les Hauts-de-France, les Écologistes au Conseil régional craignent que ce projet rétrograde constitue un désastre environnemental et sanitaire pour notre territoire déjà touché par une importante pollution de l'eau. Les solutions agronomiques alternatives existent et doivent être soutenues. Renvoyer aux consommateurs la facture financière et sanitaire des pollutions agricoles serait irresponsable.

Lors de la séance plénière du Conseil régional du 5 février dernier, Alexandre Cousin a porté une motion pour appeler à la création d'une stratégie régionale de reconquête de la qualité de l'eau potable des Hauts-de-France, texte rejeté par la droite et l'extrême droite. La même journée, la majorité régionale a réduit drastiquement son aide à l'investissement pour les projets des agriculteurs Bio, une agriculture sans pesticides chimiques, meilleure pour la santé.

Une nouvelle fois, nous invitons les habitantes et habitants des Hauts-de-France à réitérer leur refus de ces propositions en signant la nouvelle pétition sur la Plateforme de l'Assemblée nationale "Non c'est Non, Monsieur Duplomb !", à interpeller les candidat.es aux élections municipales pour qu'ils déclarent leurs communes «hors Mercosur», une initiatives des Écologistes, pour reprendre le pouvoir sur leur santé

Les élu.es écologistes au Conseil régional des Hauts-de-France

